

Coup de force

vendredi 25 juillet 2008, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juillet 2008).

Il aura fallu racler les fonds de tiroir, ce 21 juillet, au Congrès de Versailles, pour réunir la majorité des trois cinquièmes nécessaire à la révision constitutionnelle voulue par le monarque élyséen. Sans les voix du président de l'Assemblée (qui, d'ordinaire, ne prend pas part aux votes) et de Jack Lang, Sarkozy eût dû remballer son projet. C'est dire si ce passage ric-rac signe l'autorité affaiblie de ce régime, jusque dans sa majorité (toutes les voix de droite sont loin de s'être portées sur le texte du gouvernement), en dépit des promesses, pressions et chantages ayant précédé le scrutin.

Une fois encore, c'est à « gauche » que le président de la République aura trouvé le renfort nécessaire pour mettre en œuvre sa politique. Car, à l'inénarrable Lang, seront venus s'adjoindre nombre de radicaux de gauche. Ceux-là seront, finalement, allés au bout de la dérive qui a vu, tout au long de l'année écoulée, disparaître toute opposition digne de ce nom au Parlement. Il s'en est d'ailleurs fallu d'un cheveu que la majorité du Parti socialiste, faute d'avoir voulu critiquer sur le fond la réforme des institutions, et ayant répété à satiété qu'elle souhaitait se prononcer positivement, n'abdique de nouveau face à la droite.

Le sarkozysme vient ainsi d'obtenir un nouveau succès politique. Il s'avère très symbolique que celui-ci succède à l'adoption de la loi sur le temps de travail, qui met en charpie un siècle d'histoire sociale dans ce pays. Il fallait toutefois compléter le tableau des contre-réformes libérales d'un texte présidentialisant un peu plus les institutions, offrant au souverain du faubourg Saint-Honoré des moyens accrus de gouverner contre la volonté des citoyens (à la manière dont il procéda pour faire ratifier le traité de Lisbonne, en février), l'aidant à s'assurer du contrôle accentué de l'opinion (par médias interposés, par exemple), consacrant la servitude des Assemblées tout en la relookant, atrophiant donc encore une démocratie profondément mutilée par la V^e République depuis les origines. C'est désormais chose faite, sous couvert, bien sûr, de quelques artifices et trompe-l'œil ayant permis d'amuser la galerie...

Pour la démocratie et pour nos droits, comme pour les revendications urgentes de l'heure, la réponse doit venir d'une mobilisation exceptionnelle du monde du travail.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2262, 24/07/2008.